

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 21 septembre 2016



Aujourd'hui, le vingt et un septembre deux mille seize à 14 heures, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la Salle Commission 1 à l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE et Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Messieurs Gérard CASTET et Charles PELANNE

OBJET : Affaires diverses / Autorisation de lancement et de signature : marché de travaux de confortement du chemin périphérique du barrage du Balaing

Exposé des motifs :

Une partie du chemin ceinturant le réservoir du Balaing s'est effondrée, il est proposé d'autoriser le Président à lancer et signer un marché de travaux permettant de recréer un chemin sur la partie effondrée, mais aussi de protéger cette partie du chemin vis-à-vis des écoulements venant du bassin versant et du batillage du réservoir.

- Terrassement du chemin et du talus
- Mise en place de berlinoises ou clouage (pieux tous les 20 cm) le long du chemin sur la partie retravaillée, en enfonçant les pieux dans l'horizon inférieur
- Mise en place d'un géotextile et bouturage sur le talus au-dessus du chemin
- Bouturage avec des saules ou des aulnes sur la berge du réservoir

Ce marché non alloti est estimé à 15 000 euros HT pour une durée de 4 semaines.

LE BUREAU

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

Monsieur le Président est autorisé à lancer et signer le marché de travaux et ses éventuels avenants

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 21 septembre 2016 à Mont-de-Marsan

Le Président,


INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX
Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

